

**COVID-19:  
levée du  
confinement  
d'un groupe  
de personnes  
à Rosso**

Lire page 4

# HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATIONS - ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIENNE D'INFORMATION

N°7761 DU JEUDI 16 AVRIL 2020

PRIX : 20 MRU

**Le ministre de  
l'Équipement  
s'enquiert de  
tronçons routiers  
à Nouakchott**

Lire page 4

## Le Président de la République félicite son homologue guinéen

**L**e Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a adressé le message de félicitations qui suit à son homologue guinéen, Monsieur Alpha Kondé:

« Excellence Monsieur le Président et cher frère,

Nous avons suivi, avec intérêt, le référendum constitutionnel qui s'est tenu le 22 mars dernier dans votre pays et dont les résultats ont reflété la forte adhésion de la très grande majorité des guinéens à la nouvelle constitution sur laquelle ils étaient appelés à s'exprimer. Le vote massif du peuple guinéen en faveur de la nouvelle constitution nous offre, aujourd'hui, l'agréable occasion de vous adresser nos plus vives félicitations et de souhaiter au peuple et à l'Etat guinéens davantage de progrès et de prospérité.

Tout en vous réitérant, ici, notre ferme volonté de toujours œuvrer, avec vous, afin de diversifier et de développer les relations d'amitié et de coopération qui unissent nos deux pays frères, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président et cher frère, l'assurance de ma très haute considération.

Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani».



### Les ministres de la Défense et de la Santé inspectent deux hôpitaux de campagne militaires



**L**e ministre de la Défense nationale, M. Hanane Ould Sidi, et celui de la Santé, Dr. Mohamed Nedhirou Ould Hamed, ont effectué, mercredi en compagnie du chef d'état-major des armées, le général de division Mohamed

Cheikh Ould Mohamed Lemine, une visite à deux hôpitaux de campagne relevant de la direction générale des Services sanitaires des Forces armées et de sécurité à l'État-major des armées à Nouakchott.

Les deux hôpitaux ont été mis en

place dans le cadre de la contribution du département de la Défense nationale aux efforts de lutte contre la propagation du coronavirus et aux mesures préventives prises en ce sens par les autorités.

Lire page 3

Lutte contre le coronavirus:

### La colonie et les entreprises chinoises en Mauritanie font don d'équipements



**L**a colonie et les entreprises chinoises travaillant en Mauritanie ont fait don, mercredi au Centre des maladies infectieuses du Centre hospitalier national à Nouakchott, d'équipements médicaux pour contribuer à la lutte contre la propagation du COVID-19. Ces

équipements comportent des lits, des chariots, des produits de stérilisation, etc.

Le don a été réceptionné par le conseiller du premier ministre chargé des affaires sociales, Dr. Ba Hampathé, en compagnie du directeur du Centre hospitalier national.

Lire page 3

### Accord fixant les prix de l'huile de cuisson et des légumes à Nouadhibou

Lire page 4



**Pour éviter le Coronavirus : Se laver régulièrement les mains au savon et/ou utiliser une solution hydroalcoolique**



**ACTUALITE**

**Mise en place au Trarza d'un comité chargé du suivi du marché et de la lutte contre la spéculation**

Un comité en charge du suivi des prix des matières alimentaires essentielles, de l'approvisionnement et de la lutte contre la spéculation au Trarza a été mis en place, mardi à Rosso, au terme d'une réunion, présidée par le hakem de Rosso, M. Abdel Kader Ould Tiyib, et regroupant les autorités sécuritaires et municipales, le syndicat des commerçants et les représentants des organisations de la société civile. Contacté par le correspondant de l'AMI, le hakem a déclaré que le comité a décidé de se

réunir deux fois par semaine et qu'il entend visiter tous les marchés de la ville pour évaluer la situation. M. Ould Teyib a, par ailleurs, appelé à la poursuite de la sensibilisation sur les dangers de la pandémie de coronavirus, le respect des règles d'hygiène et la dénonciation de toute infiltration. « La situation actuelle nécessite de chacun de nous assez davantage de vigilance, de prudence et de sacrifice au service de l'intérêt suprême de la nation », a conclu le hakem de Rosso.

**ADRESSES UTILES**

Police Secours	17
Sapeurs Pompiers	118
Brigade Maritime	4525 39 90
Brigade Mixte	4525 25 18
SOMELEC (Dépannage)	4525 23 08
SNDE	4529 84 88
Météo	4525 11 71

**COMMISSARIATS DE POLICE**

Commissariat TZ - 1	4525 23 10
Commissariat TZ - 2	4524 29 52
Commissariat Ksar 1	4525 21 66
Commissariat Ksar 2	4525 27 38
Commissariat El Mina 1	4525 12 97
Commissariat El Mina 2	4524 25 24
Commissariat Sebkhia 1	4525 38 21
Commissariat Sebkhia 2	4524 29 82
Commissariat Riadh 1	4524 29 35
Commissariat Riadh 2	4524 29 50
Commissariat Arafat 1	4525 10 13
Commissariat Toujounine 1	4525 29 30
Commissariat Dar Naïm 1	4524 29 56
Commissariat Dar Naïm 2	4524 29 53
Commissariat Teyarett 1	4525 24 71
Commissariat Teyarett 2	4524 29 51
Commissariat Spécial Aéroport	4525 21 83
Commissariat Voie publique	4525 29 65
Direction Régionale de la Sûreté	4525 21 59
Police Judiciaire	4525 54 49

**HÔPITAUX**

Centre Hospitalier National	4525 21 35
Hôpital Cheikh Zayed	4529 84 98
Polyclinique	4525 12 12
PMI Pilote	4525 22 16
PMI Ksar	4525 20 19
PMI Teyarett	4525 35 94

**CLINIQUES**

Clinique Moulaty	4525 13 41
Clinique Najar	4525 49 42
Clinique Kissi	45 29 27 27
Clinique Dr. Moumine	4525 10 02
Clinique Makam Ibrahim	4525 57 60
Clinique Ben Sina	4525 08 88
Clinique Tisram	4525 87 66
Clinique 2000	4529 33 33
Clinique El Qods	4525 82 61
Clinique Adama Diani	4525 59 34
Clinique Bien-être	4525 13 35
Clinique Chiva	4525 80 80

**BANQUES**

BAMIS	4525 14 24
BADH	4525 59 53
BMCI	4525 24 69
BNM	4525 26 02
BCI	4529 28 76
ORA BANK	4529 19 00
CHINGUETTI BANK	4525 21 73
GBM	4525 12 62
SOCIETE GENERALE MAURITANIE	4529 70 00
ATTIJARIBANK MAURITANIE	45 29 63 74

**HÔTELS**

Novotel Tfeïla	4525 74 00
Mercure	4529 50 50
Halima	4525 79 20
Monotel Dar El Barka	4525 35 26
Park	4525 14 44
El Houda	4525 91 90
Oasis	4525 20 11
Amane	4525 21 78

**HORIZONS**

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION  
ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIE NNE D'INFORMATION



**DIRECTEUR DE PUBLICATION,  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AMI :**

**Mohamed Fall Oumeir Beye**

**DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :**

**Maarouf Ould Oudaa**

**RÉDACTEUR EN CHEF :**

**Sidi Moustapha Ould Bellali**

**SECRETAIRE DE REDACTION :**

**Abderrahmane Ould Cheikh**

**CHEF DIVISION MAQUETTE :**

**Elhadrami Ould Ahmedou**

**TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE**

**AMI**



**FAX: 45 25 55 20**

**E-mail :**

**Chaabrim@gmail.com**

**amiakhbar@gmail.com**

**B P: 371/ 467**

**Direction Commerciale**

**45 25 27 77**

**E-mail: dgsami@yahoo.fr**

**Siège: 45 25 29 70/45 25 29 40**

## ACTUALITE

## Les ministres de la Défense et de la Santé inspectent deux hôpitaux de campagne militaires



Le ministre de la Défense nationale, le général Hanane Ould Sidi et le ministre de la Santé, Dr. Mohamed Nedhirou Ould Hamed ont effectué, mercredi en compagnie du chef d'Etat-major des Armées, le général de division Mohamed Cheikh Ould Mohamed Lemine une visite à deux hôpitaux de campagne relevant de la direction générale des Services sanitaires des forces armées et de sécurité à l'Etat-major des armées. Les deux hôpitaux ont été mis en place dans le cadre de la contribution du département de la Défense nationale dans les efforts de lutte contre la propagation du coronavirus et des mesures préventives

prises en ce sens par les autorités. Les hôpitaux ont, chacun, une capacité de 20 lits et disposent de tous les équipements nécessaires pour effectuer les examens médicaux, les consultations, les hospitalisations ou les opérations chirurgicales. Ils disposent de générateurs électriques, d'un système de climatisation, d'ambulances équipées, de cuisines et de véhicules capables de les transporter vers n'importe quel point du territoire national. Ils ont, aussi, à leur disposition des camions citernes pour leur approvisionnement, au besoin, en eau et carburant. Le médecin-général de division Mohamed Mahmoud Bouh, directeur général des Services sanitaires des

Forces armées et de Sécurité et le médecin-colonel Mohamed Mahmoud Taleb Jidou, directeur des Hôpitaux de campagne ont présenté aux ministres des explications détaillées sur le fonctionnement des hôpitaux et ont indiqué qu'ils étaient prêts à être installés sur le terrain dans des délais très courts. La délégation a effectué une visite dans les différents pavillons des deux structures. Les ministres étaient accompagnés par le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, le Général Mohamed Vall Ould Maif et l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique accrédité en Mauritanie, S.E.M. Michael Dodman

## La colonie chinoise offre des équipements pour la lutte contre le coronavirus

La colonie et les entreprises chinoises travaillant en Mauritanie ont offert, mercredi au centre des Maladies infectieuses du Centre hospitalier national, des équipements médicaux pour contribuer à la lutte contre la propagation du coronavirus.

Les équipements comportent des lits, des chariots, des produits de stérilisation, etc. Le don a été réceptionné par le conseiller du Premier ministre chargé des Affaires sociales, Dr. Ba Hampathé, en compagnie du directeur du Centre hospitalier national. À cette occasion, le conseiller du Premier ministre a remercié, au nom du gouvernement, la colonie et les entreprises chinoises opérant en Mauritanie pour cet appui précieux qui reflète la pro-



fondeur des relations mauritano-chinoises et qui contribuera à une meilleure prise en charge des malades. Le responsable de la colonie chinoise, M. Lize Qing, a pour sa part, affirmé que ce don vient en appui aux efforts de la Mauritanie pour empêcher la propagation de la pandémie

du coronavirus dans le pays. Il a ajouté que la colonie et les entreprises chinoises opérant en Mauritanie se tiennent aux cotés de la Mauritanie dans cette conjoncture particulière et ne ménageront aucun effort pour soutenir la lutte contre la propagation du coronavirus.

Kiffa :

## Renforcement des dispositions sécuritaires pour freiner les infiltrations

Le wali de l'Assaba, M. M'Rabih Rabou Ould Bounena Ould Abidine, a tenu, mardi, une réunion avec les autorités sécuritaires de la wilaya afin de s'assurer des mesures prises visant à freiner l'infiltration de personnes à travers les frontières après la fermeture de tous les points de passage.

Dans ce cadre, le commandant du bataillon de la Gendarmerie au niveau de l'Assaba, Seyidna Ali Ould Moustapha, a déclaré au correspondant de l'Agence Maurita-

nienne d'Information (AMI) que les nouvelles mesures sécuritaires prises par le Comité de Sécurité de la wilaya de l'Assaba visant à lutter contre les infiltrations de personnes à travers les frontières renforcent la surveillance sur les transports à l'intérieur de la wilaya et entre les moughataas. A cet effet, des commissions présidées par les hakems et composées des services sécuritaires présents, des représentants de l'Autorité du Transport terrestre et de notables locaux, ont été créées au niveau des moughataas dans le

but de s'assurer de l'identité et de la provenance des passagers. Il s'agit, a-t-il dit, d'aider les services sécuritaires à arrêter les personnes infiltrées qui ont développé depuis leurs méthodes d'infiltration à travers les frontières en se mêlant aux citoyens ordinaires. Il a ajouté que toutes ces mesures vont aider, sans aucun doute, les autorités sécuritaires de la wilaya à maîtriser, de façon parfaite, les points de passage frontaliers dans le cadre de la lutte contre la propagation du covid-19.

## Assemblée nationale: Examen d'une proposition d'élargissement des compétences de la commission économique



La commission économique de l'Assemblée nationale a consacré sa réunion, du mercredi à Nouakchott, sous la présidence de l'honorable députée Zeinebou Mint Taghi, sa présidente, à l'examen d'une proposition de résolution modifiant la résolution de l'Assemblée nationale N°001/2020, en date du 30 janvier 2020, portant création d'une commission d'enquête.

Au cours de la séance, la commission a suivi un exposé détail-

lant les principaux justificatifs de la proposition de modification et ses champs d'intervention.

La nouvelle proposition stipule la commission d'enquête parlementaire élargira son champ d'action pour inclure les domaines suivants :

- Les marchés d'électrification de la SOMELEC,
- Les marchés des infrastructures (routes, aéroports, ports, aménagement),
- Les marchés de la SNIM et ses politiques commerciales.

## Le ministère des Affaires islamiques contribue à la lutte contre le COVID-19...



Le secrétaire général du ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel, Dr. Hamoudi Ould Cheikhna Ould Aly, a remis mercredi à la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) la somme de six cent mille Ouguiya MRU, contribution du personnel du département au Fonds Spécial de Solidarité Sociale et de Lutte contre le Coronavirus. Le secrétaire général a indiqué que la contribution répond à l'appel du Président de la République pour la lutte contre la pandémie. Il a ajouté que le ministère a déjà effectué plusieurs activités dont la campagne de "Tejoud" (psalmodie du Coran), la sensibilisation aux règles d'hygiène à suivre pour freiner la propagation du virus et la distribution de produits stérilisants aux mosquées.

## ...et présente ses condoléances à la Famille Ehel Ijeijbi

Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel a présenté, dans un communiqué dont une copie est parvenue à l'AMI, ses condoléances à la famille Ehel Ijeijbi suite au décès du savant, membre de l'Association des Oulémas mauritaniens, feu Cheikh Mohamed Ould Mohamed Vall (Ijeijbi). Voici l'intégralité du communiqué :

« Le ministère des Affaires islamiques et de l'Enseignement originel présente ses condoléances les plus attristées à la famille Ehel Ijeijbi, suite au décès du savant, membre de l'Association des Oulémas mauritaniens, feu Cheikh Mohamed Ould Mohamed Vall (Ijeijbi), décès survenu le lundi 13 avril 2020, implorant Allah Le Tout Puissant d'accorder au défunt Sa Miséricorde et de l'accueillir en son Saint Paradis. Wa Inna Lillahi Wa Inna Ileih

## ACTUALITE

## Le ministre des Affaires étrangères s'entretient au téléphone avec son homologue turc



Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritaniens de l'Extérieur, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, s'est entretenu,

mardi soir, au téléphone avec son homologue turc, M. Mevlüt Çavuşoğlu. Au cours de l'entretien, le ministre turc a exprimé la solidarité de

la Turquie avec la Mauritanie face à la pandémie du coronavirus, qui secoue le monde actuellement, tout comme il a manifesté la disponibilité de son pays à apporter le soutien nécessaire dans le domaine.

Pour sa part, M Ismaël Ould Cheikh Ahmed a exprimé la solidarité et le soutien du gouvernement et du peuple mauritaniens à l'endroit de la République de Turquie. Il s'est, également, réjoui de la solidité des liens fraternels qui unissent les deux pays.

Au terme de l'entretien, les ministres ont exprimé la volonté des deux parties d'œuvrer pour le renforcement et le développement des relations bilatérales.

## Le ministre de l'Équipement visite des tronçons routiers à Nouakchott

Le ministre de l'Équipement et des Transports, M. Mohamed Ahmedou M'Haimid, a effectué mercredi une visite d'information pour s'enquérir de la marche des travaux dans les chantiers de réalisation de certains tronçons routiers à Nouakchott. Ces routes englobent la pose de la couche de base du tronçon n° 14, qui commence à partir de la rue "Dimi" dans le quartier "Tarhil", qui est l'avant-dernière étape de la réalisation de cette route.

Après avoir suivi sur le terrain l'avancement des travaux, le ministre a expliqué au représentant de l'Agence Mauritanienne d'Information que cette visite des lieux s'inscrit dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des projets de l'Etat figurant dans le programme prioritaire "Awlawiyati" n° 1 du Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, visant à construire 40 km de routes urbaines. Il a souligné que les travaux ont atteint 8% d'avancement aujourd'hui, car la couche de base a été posée sur la route et les travaux ont avancé sur un total de 9



sur les 19 axes. Le ministre a ajouté qu'une coordination est en cours pour construire une route sur des normes de qualité par la société ATTM qui est chargée de la mise en œuvre du projet ainsi que le Laboratoire National des Travaux Publics (LNTTP). Le ministre a précisé que des travaux sont, également, en cours dans d'autres projets, malgré certains obstacles qui les retardent, espérant que les difficultés seront transcendées rapidement. Il a souligné la nécessité de respecter les normes de qualité dans la

construction de la route et d'assurer le suivi des projets afin de réaliser ces derniers dans les délais spécifiés. M. Ould M'Haimid a indiqué que les dépenses engagées par l'État pour lutter contre le virus Corona et empêcher sa propagation n'affecteront pas la continuité des projets de développement qui sont toujours en cours d'exécution.

La présence du LNTTP se justifie par la mise en œuvre des instructions du Président de la République au sujet du suivi rigoureux de la réalisation de ces projets.

## Accord fixant les prix de l'huile de cuisson et des légumes à Nouadhibou



Un accord fixant les prix de l'huile et des légumes exonérés des taxes douanières, dans le cadre de la lutte contre le COVID-19, a été signé mercredi à Nouadhibou par le hakem de la moughataa, M. Ahmed Ould Ehweybib et les importateurs de la ville.

L'accord fixe le prix, des sacs de vingt-cinq kg d'oignon et de pommes de terre, à 8600 anciennes ouguiya en gros et à 8800 en demi gros. Au détail, le prix de ces deux denrées est établi à 240 anciennes ouguiyas le kg. Le bidon de vingt litres d'huile sera vendu à 7600UM, celui de 15 litres à 6600 UM en

gros, et 6660 en demi gros. Le litre sera vendu au détail à 500 UM. Les deux parties se sont entendues sur la vente du kg de légumes entre 180 et 200 anciennes ouguiya ainsi que sur l'affichage des prix et la remise des factures des exportateurs à la délégation régionale du ministère du Commerce et du Tourisme pour suivre l'évolution des prix au marché.

Dans une déclaration à l'AMI, le hakem a indiqué que les prix des denrées concernées par l'accord ne peuvent pas augmenter au cours du mois béni du Ramadan et même 15 jours après. Il a assuré que des sanctions seront prises à l'encontre des commerçants qui n'auront pas respecté les prix fixés. Il a assuré que des sanctions seront prises à l'encontre des commerçants qui n'auront pas respecté les prix fixés.

## COVID-19: levée du confinement d'un groupe de personnes à Rosso



Au total 106 personnes, dont 82 étaient confinées à Rosso et à Tiguint, wilaya du Trarza, dont les tests ont été négatifs et qui ont achevé leur quarantaine, ont bénéficié, mercredi, de la levée de leur confinement.

La wali du Trarza, M. Moulaye Brahim Ould Moulaye Brahim en a supervisé la cérémonie de sortie mercredi après-midi dans la capitale régionale du Trarza.

Contacté par l'AMI, le directeur régional à l'Action sanitaire, Dr. Bamba Ould Mohamed Mahmoud, a souligné que les membres du groupe sont sains et saufs et vont être libérés immédiatement pour rejoindre leurs familles et proches. Ces derniers ont apprécié les conditions de mise en quarantaine et la manière avec laquelle ils ont été traités de la part autorités administratives, sanitaires et sécuritaires de la wilaya du Trarza.

## Mise en place au Trarza d'un comité chargé du suivi du marché et de la lutte contre la spéculation

Un comité en charge du suivi des prix des matières alimentaires essentielles, de l'approvisionnement et de la lutte contre la spéculation au Trarza a été mis en place, mardi à Rosso, au terme d'une réunion, présidée par le hakem de Rosso, M. Abdel Kader Ould Tiyib, et regroupant les autorités sécuritaires et municipales, le syndicat des commerçants et les représentants des organisations de la société civile.

Contacté par le correspondant de l'AMI, le hakem a déclaré que le co-

mité a décidé de se réunir deux fois par semaine et qu'il entend visiter tous les marchés de la ville pour évaluer la situation.

M. Ould Teyib a, par ailleurs, appelé à la poursuite de la sensibilisation sur les dangers de la pandémie de coronavirus, le respect des règles d'hygiène et la dénonciation de toute infiltration. « La situation actuelle nécessite de chacun de nous assez davantage de vigilance, de prudence et de sacrifice au service de l'intérêt suprême de la nation », a conclu le hakem de Rosso.

## Tiris Zemmour: La sensibilisation sur la prévention du Covid-19 s'intensifie

Réunie, mercredi à Zouérate, la commission régionale de Tiris Zemmour pour la prévention du Covid-19, a pris un certain nombre de précautions pour freiner la propagation du coronavirus.

Le wali, M. Isselmou Ould Sidi, a appelé à poursuivre les efforts de sensibilisation sur les dangers du virus et sur les moyens de prévention.

Il a souligné que les mesures de sécurité devront être poursuivies pour éviter les infiltrations dans la wilaya, d'où qu'elles viennent aussi bien des wilayas de l'intérieur que des pays frères limitrophes. Le wali a, par ailleurs, confirmé que les produits alimentaires de première nécessité sont disponibles sur le marché et que les prix sont stables.

## Ministère de la Santé : Bulletin quotidien détaillé sur le Coronavirus

Le bulletin quotidien du mardi relatif aux résultats détaillés sur le Coronavirus :

Le cumul de 7 cas confirmés (4 femmes et 3 hommes) la guérison des deux premiers cas a été enregistrée, après un test négatif.

Nombre de décès : 1

Nombre de personnes confinées : 961 sur l'ensemble du territoire national.

Cas détectés en ce jour : 0

Le dernier cas a été détecté le 09 avril 2020

Le numéro vert 1155 a reçu dans la

journee du 13 avril 2020, 5599 appels dont 5441 ont été traités.

- Un dépistage a été effectué sur 129 personnes mises en quarantaine à Nouakchott et au Trarza.

- Mise à la disposition du ministère de la Santé d'un centre hospitalier équipé financé par l'homme d'affaires, Président du Patronat mauritanien M. Mohamed Zeïn Ould Cheikh Ahmed pour renforcer les capacités dans le domaine de la mise en quarantaine et de la prise en charge des malades atteints du covid-19.

## Hygiène de vie

## La décision la plus difficile de votre vie

**L**e jour où vous recevez un diagnostic de cancer, vous êtes comme tout le monde. Vous devrez répondre à cette terrible question : dois-je ou non accepter les traitements qui me sont proposés ? Sont-ils efficaces ? Pourquoi des personnes refusent-elles la chimio ? Sont-elles folles ? Manipulées ? Fragiles ? Sectaires ? Ou y a-t-il des cas, reconnus par la médecine, où c'est la bonne chose à faire ?? Problème : le cancer est la proie de toutes les fraudes, tous les mensonges, toutes les fausses informations.

Dans les librairies, les livres rivalisent d'informations fantaisistes, et souvent dépassées. Ils devraient être interdits tant ils font courir de risques aux malades.

Sur Internet, c'est l'horreur : des centaines, des milliers de pages de « fake news » sur le cancer. Le but est de vous faire cliquer, pour la pub. Ils sont prêts à raconter n'importe quoi. Ce sont les bains de pied, le Coca-Cola, tel fruit ou poudre exotique, ou un prétendu « médecin » (en fait, un simple mannequin en blouse blanche) qui raconte n'importe quoi. Pire, la recherche scientifique elle-même est minée par les scandales, les études truquées, les résultats biaisés. Vous êtes comme dans une jun-



gle où se cachent des serpents venimeux, des fauves mêmes qui se moquent de votre santé.

Vous ne pouvez même pas faire complètement confiance à la cancérologie « officielle » qui, elle-aussi, est liée au « business » de l'industrie pharmaceutique !!! Jusqu'où accepter les souffrances pour prolonger la vie dans un lit d'hôpital ?

La chimiothérapie n'est pas un traitement comme les autres. Elle consiste littéralement à vous injecter des poisons en espérant « tuer » le cancer avant que le poison ne vous tue vous-même.

Quand vous commencez le traitement, vous savez que vous allez souffrir. On vous propose de vous rallonger l'existence, mais ce sera forcément au prix de grandes souffrances : nausées, vomissements, brûlures, perte de cheveux, infec-

tions, car vos défenses naturelles sont détruites. À cause de cette particularité, il n'y a que vous qui puissiez prendre la décision : que souhaitez-vous ? Vivre quelques mois ou années encore chez vous, libre, sans les effets de la chimio, mais avec la certitude de mourir ? Ou traverser l'épreuve des traitements avec l'espoir – mais jamais la garantie – de gagner quelques mois ou années de vie ?

Cette décision, aucun médecin ne peut (ou ne doit !) la prendre à votre place. C'est à vous de la prendre, avec vos proches, selon votre philosophie personnelle et votre situation particulière. Par contre, vous avez besoin de savoir exactement, honnêtement, ce que le traitement va vous faire, et ce que vous pouvez espérer gagner.

Malheureusement, les malades du cancer ont très rarement les cartes pour prendre leur décision. Le cancer fait tellement peur, la chimiothérapie fait tellement peur, que personne ou presque n'ose en parler en toute transparence. On suppose que les patients sont informés au cas par cas dans les hôpitaux. Mais je peux vous garantir que non !! Qui connaît ce traitement anti-cancer qui fait diminuer la taille de la tumeur dans un premier temps... mais accélère son retour dans un second temps (à éviter évidemment) ?

Qui sait que, sur les 22 cancers à tumeurs solides les plus courants, seuls trois réagissent à la chimiothérapie. Dans tous les autres cas, si on vous propose la chimio, c'est en fait pour fournir des statistiques à la recherche dans l'espoir de découvrir un traitement futur, mais pas du tout pour vous soigner vous ? Qui est conscient que, chimio ou non, 90 % des cancers du pancréas sont mortels à 5 ans. Ceux qui entreprennent les traitements et qui subissent toutes les souffrances associées, gagnent en moyenne 2,5 mois de vie, et ce dans la douleur, au fond d'un lit d'hôpital. La plupart des malades choisissent pourtant le traitement, puis s'en mordent les doigts (et c'est valable pour d'autres cancers) ; Qui sait que, plus le patient approche de la phase terminale, plus il risque de se faire appliquer des traitements « agressifs » ? Or, ces traitements agressifs ne peuvent qu'empirer son état au-delà d'un certain stade. C'est en désespoir de cause, sous la pression des

familles, que les médecins sont poussés à ça, sous prétexte de « tenter l'impossible ». Mais pour le patient, il aurait été préférable de le laisser tranquille, rentrer chez lui. Trop de personnes s'en aperçoivent quand il est trop tard ;

Qui sait que, 10 ans après un diagnostic de cancer de la prostate (le cancer le plus fréquent), 99 % des patients sont toujours vivants, qu'ils aient subi ou non des traitements. Pourtant, beaucoup de personnes veulent se faire opérer malgré l'incontinence, l'impuissance, convalescences que c'est indispensable !

Mais tout s'éclaire grâce à l'enquête approfondie publiée dans le nouveau numéro d'Alternatif-Bien-Être : « Cancer : que peut-on réellement attendre de la chimiothérapie ? »

On quitte le monde des fantasmes et des peurs qui empêche de comprendre les vrais enjeux du cancer et de la chimio. Cette fois, il s'agit d'une revue qui ne vend rien. Pas de publicité dans ses pages. Elle ne fait la promotion d'aucune cure anti-cancer. Elle n'a aucun intérêt à vous pousser dans un protocole expérimental quelconque.

Dans un monde normal, ce dossier serait dans les salles d'attente de tous les hôpitaux.

**Mais il ne le sera jamais !!**

Comme je vous le disais au départ, je crains même que ce dossier qui vous dit quand il est envisageable de refuser la chimio, pourrait m'attirer les plus graves ennuis.

Avant qu'on m'interdise de le diffuser, recevez-le d'urgence dans votre boîte aux lettres en suivant le lien à la fin de ce message.

À la lecture de ce dossier, vous connaîtrez aussi : les chirurgies qui peuvent donner des résultats pires que la maladie (à éviter absolument) ; les chimios qui font apparaître de nouveaux cancers, à cause de leur « pouvoir mutagène ». On appelle cela les cancers secondaires (leur importance est largement sous-estimée) ; les traitements du cancer qui ne font gagner aucune espérance de vie ; la différence fondamentale à connaître entre les cancers des tissus liquides (sang, lymphes) et les cancers des tissus solides (sein, utérus, prostate, poumons...). On les appelle tous « cancer » alors que ce sont des maladies qui n'ont rien à voir entre elles, en dehors d'une prolifération des cellules. Les réponses ne sont pas les mêmes ; ne tombez pas dans le piège d'accepter de « tester » un traitement pour un cancer différent.

**Des informations essentielles et non censurées**

Ces informations très importantes vous rendent libres de votre choix et c'est pour cela que nous les diffusons. Elles ne « sortent » pas dans les magazines qu'on trouve en kiosque chaque semaine. Car aucun d'entre eux ne pourrait vous en parler librement.

Sidi Moustapha Ould BELLALI  
bellalidsidi@yahoo.fr

**Vous voulez arrêter de fumer ?**

**N**ous savons tous que fumer est mauvais pour notre santé. Mais pour certaines personnes, arrêter de fumer est la chose la plus difficile qui soit au monde. La nicotine est ce qui fait que vous continuez à fumer. Elle est très addictive et pousse le corps à en demander encore. Ainsi, plus vous fumez, plus votre corps a besoin de nicotine. Lorsque vous ne donnez pas à votre corps ce qu'il réclame, vous êtes susceptible de ressentir de l'inconfort et de mourir d'envie d'une cigarette. Il s'agit de la phase de sevrage et cela prend du temps pour vous habituer à une vie sans cigarettes. Les symptômes physiques disparaissent en une semaine mais l'envie va vous tracasser encore un peu de temps. Si vous êtes déterminé à arrêter de fumer, pensez à essayer la stevia.

Le pouvoir de la stevia

Une étude allemande récente a montré que la stevia peut vous aider à arrêter de fumer.

La stevia fait partie de la famille du chrysanthème et est originaire du Paraguay. Elle a longtemps été utilisée comme édulcorant. Elle bloque les signaux d'envie que votre cerveau envoie, et vous ne ressentirez pas l'envie d'une cigarette.

Si vous essayez d'arrêter de fumer, quelques gouttes de stevia feront l'affaire pour vous. Déposez-les directement sur votre langue à chaque fois qu'une envie se fait sentir. Cette astuce déclenche un effet instantané et réduit l'envie.

Achetez de la stevia liquide ou en poudre. Vous pouvez la trouver en magasins bio.

La stevia est également recommandée pour ceux qui essaient de perdre du poids et réguler la tension. Elle agit favorablement pour les diabétiques. Mais comme nous l'avons déjà dit, sa plus grande vertu est sa capacité à bloquer le désir de nicotine. Utilisez-la aussi comme masque-visage car elle nourrit la peau, la res-

serre et la lisse. La stevia est également un excellent agent anti-acné. Utilisez-la aussi également pour traiter les dermatites.

Cultiver la stevia à domicile

La stevia est une plante vivace. Elle aime le soleil chaud et ne peut pas survivre lorsqu'il gèle. Cependant, sa racine survit dans les zones climatiques 9 (zones où la température ne descend pas en dessous de -6,7°C) et repousse à nouveau au printemps. Si elle est bien protégée, elle peut survivre en zone 8 également (la température ne descend pas en dessous de -12°C).

Plantez-la dans des pots de 30 cm et assurez-vous d'utiliser de la terre de haute qualité. Laissez-la en plein soleil et arrosez dès que la surface de la terre est sèche.

Terre, plantation et soins au cours de la croissance

Lorsque vous la planterez, assurez-vous que votre stevia a 45 cm d'espace libre. Utilisez une terre meuble, limoneuse (intermédiaire entre les argiles et les sables) et bien drainée, car c'est exactement son sol préféré. Elle pousse entre 30 cm et 1 mètre de haut. Naturellement, cela dépend de la saison. Attendez que la saison des gels soit passée pour planter votre stevia. Utilisez du compost et des engrais végétaux. Suivez les instructions sur l'étiquette. Un mulch, ou paillage protégera votre plante en été et l'empêchera de se dessécher. Si vous plantez votre stevia dans un pot, assurez-vous de lui fournir aussi le même engrais et le même paillage.

Résolution de problèmes

Gardez à l'esprit que la stevia n'aime pas un sol détrempé aussi, un bon drainage est essentiel, sinon, la racine va pourrir. Si votre plante est flétrie après l'arrosage, ses racines sont probablement pourries. Certains insectes peuvent également causer ce problème.

Récolte et stockage

La stevia fleurit à l'automne, vous pourrez alors couper les fleurs. Cela permettra à la plante de produire de nouvelles feuilles. La stevia a de petites fleurs blanches à l'automne. A cette période, la plante s'étend, et n'a pas beaucoup de belles feuilles. Coupez les fleurs et la plante va engendrer de nouvelles feuilles.

Les feuilles de la stevia sont plus sucrées en automne. La plante a un goût bien meilleur avant de commencer à fleurir.

Faites sécher vos feuilles de stevia afin de pouvoir les utiliser plus longtemps. Coupez les tiges et enlevez les feuilles et les tiges tendres. Répartissez-les sur un tissu lâche ou toute toile non métallique. Assurez-vous de faire sécher les feuilles dehors au soleil.

Les feuilles vont sécher en une seule journée. Recueillez-les dans un récipient avant qu'elles prennent l'humidité. Les déshydrateurs sont efficaces également. Ecrasez vos feuilles de stevia séchées à la main ou utilisez un robot culinaire.

Entreposez votre poudre de stevia ou les feuilles écrasées dans des récipients hermétiques. La poudre ne peut pas se dissoudre mais elle va sucrer vos boissons et vos aliments.

Utilisation

Vous pourrez alors utiliser les feuilles en infusion, certains mâchent la feuille, on peut aussi bien sûr sucrer toutes les préparations culinaires. Vous pouvez aussi préparer un extrait liquide, une alcoolature. Pour cela vous mettez des feuilles de stevia dans un alcool puis laisserez le mélange infuser 24 heures. Il suffira ensuite de filtrer le liquide pour éliminer les feuilles, puis de diluer la préparation avec de l'eau pure. Pour les quantités : 1 dose d'alcool pour 5 doses de feuilles séchées.

## Interdiction de déchets plastiques:

## Que reste-t-il,

PAR ALASSANE ATHIÉ

**L**e gouvernement avait adopté, le 14 juin 2012, le décret N° 157-2012 interdisant d'importer, de fabriquer, de commercialiser et d'utiliser des sacs et sachets souples servant d'emballage et de transport de produits sur tout le territoire de la République Islamique de Mauritanie. L'objectif visé était de faire de la Mauritanie un pays sans plastique afin de minimiser les nuisances et les risques de pollution, d'améliorer les conditions d'hygiène et la santé des populations et de préserver la qualité et la salubrité de l'environnement tout en rationalisant au maximum les ressources financières.

Où en est le pays, 7 ans après l'adoption et l'entrée en vigueur de ce texte? Pourquoi les sacs et sachets en plastique continuent-ils à inonder nos marchés? Quelles sont les mesures qui ont été prises pour éradiquer ces produits nocifs aussi bien pour les personnes et les animaux que pour l'environnement? Pourquoi la Mauritanie n'a pas réussi, comme d'autres dont le Rwanda, à se débarrasser des «zazous» ou du moins à en limiter l'usage?

#### 78,5 % de matières plastiques sont jetées dans la nature

En décidant d'interdire le plastique sur le territoire national, la Mauritanie ambitionnait de préserver son environnement. En effet, les sacs plastiques usagés représentent aujourd'hui l'un des défis majeurs liés aux nouveaux modes de production et de consommation tant au niveau national que mondial. Avec le développement de l'usage des emballages souples à usage unique, la Mauritanie est confrontée depuis plusieurs années à une forte augmentation de la fraction plastique des déchets générés quotidiennement notamment en milieu urbain.

Le plastique contribue à l'accentuation de la pollution due aux emballages plastiques qui sont utilisés de manière abusive et à grande échelle dans notre pays.

En effet, selon des études prospectives, ce fléau prend actuellement des dimensions inquiétantes et le sera davantage dans le futur tant que des mesures adéquates et urgentes ne seront pas prises pour renverser la tendance actuelle. Ces études montrent que la quasi-totalité de ces déchets d'emballages plastiques ne sont pas collectés et se retrouvent dans le milieu naturel, terrestre et marin, où ils sont parfois ingérés par quelques espèces marines et le bétail, entraînant leur mort.

#### Seul 0,5% recyclé

Selon des données fournies par l'abattoir national, 80% des bovins du milieu rural abattus à Nouakchott ont des quantités importantes de plastique dans leurs panses.

Aussi, ces plastiques dégradent durablement le patrimoine naturel du pays et l'esthétique environnementale aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Les déchets municipaux solides sont estimés à 225 000 T/An soit en moyenne 0,4 Kg/Jour/Habitant, affirmait une société étrangère de la place, après avoir pris le marché de collecte et de traitement des ordures de la capitale Nouakchott. La matière plastique représente plus de 25% des déchets générés, soit environ 56.000 tonnes à Nouakchott dont la grande partie est constituée d'emballages plastiques souples destinés au transport et conditionnement de divers produits. Et en termes de volume, la matière plastique représente 70 à 80% du volume des déchets générés dans le milieu urbain. Et enfin, seul 0,5% sont recyclés, 21% sont mis en décharge et 78,5 % sont jetés dans la nature.

Les données fournies par l'abattoir national, indiquent que 80% des bovins du milieu rural abattus à Nouakchott ont des quantités importantes de plastique dans leurs panses. Ces plastiques dont la persistance dans la nature, dans les conditions normales, peut atteindre jusqu'à 400 ans ne représentent de surcroît aucun intérêt économique ni à travers le recyclage, ni à travers la valorisation, affirmait l'étude de la société étrangère. Aussi, ces plastiques dégradent durablement le patrimoine naturel du



pays et l'esthétique environnementale aussi bien en milieu urbain que rural.

Pour mener à bien son action, le département a entrepris une campagne de sensibilisation avec l'appui de la Communauté Urbaine, les mairies de nos différentes communes, les Partenaires Techniques et Financiers, notamment le PNUD, la Coopération Allemande (GIZ), le PRCM et le GRET...

#### Impact économique:

Le travail réalisé par la commission technique interministérielle révèle que le pays compte 5 unités industrielles pour un coût d'investissement déclaré de 1,1 milliard d'UM, avec une part de marché est de 10% du marché national, 357 emplois dont 20 à 30 cadres et plus de 10 occasionnels. Ces unités fabriquent des bassins, des seaux, des bouilloires, des tuyaux, des matelas etc. Les sacs plastiques représentent moins de 10% de leur activité.

A côté de ces unités, 60 commerçants importaient en 2011, 6166 T, d'un coût global estimé à 869 millions d'UM. Leur part de marché national des importateurs est estimée à 90% du marché national. Pourtant, les substituts bio dégradables sont disponibles dans le marché, nombre de promoteurs mauritaniens avaient manifesté leur désir d'implanter des fabriques de substituts. Depuis, leur commerce s'est imposé. Si les pharmacies, épiceries, boulangeries et autres unités de commerce ont fini par fidéliser leur circuit d'approvisionnement, dans nos marchés; des revendeurs tendent aux clients et autres passagers des sachets de toutes les couleurs et di-

mensions. Petit à petit, le substitut est entré dans nos mœurs. Pour autant, les sachets interdits n'ont pas disparu.

#### Manque criant de moyens

La lutte contre l'usage des sachets en place est un combat de longue haleine; il exige par conséquent des mesures draconiennes, des moyens, non une simple volonté politique. Si au Rwanda, le combat contre les sachets en plastique est largement gagné, en Mauritanie, nous sommes loin d'apercevoir le bout du tunnel. On ne semble pas disposer des moyens de notre politique.

Dix sept ans après leur interdiction, les sachets en plastique continuent à inonder le marché mauritanien. On en trouve de plusieurs couleurs (noir, blanc et bleu). Dans les marchés de Nouakchott, on rencontre les revendeurs, bras chargés ou exposés sur des tables et qui vous les proposent comme de petits pains. Interrogé sur la source d'approvisionnement, l'un d'eux nous explique que n'importe qui peut s'en procurer dans le commerce. Sur les risques de sanctions en cas de descente des agents du ministère de l'Environnement,

#### Et pourtant ça peut rapporter gros !

Le Fonds vert pour le climat (FVC) jouait son avenir à Paris. Les pays donateurs, signataires de l'accord de Paris, se sont réunis dans la capitale française, les 24 et 25 octobre 19, pour reconstituer les ressources du fonds. Les annonces ont été à la hauteur avec 9,8 milliards de dollars pour la période 2020-2023, soit très proche de la première capitalisation de 10,3 milliards de dollars qui couvrait pour la période 2015-2018.

Créé en 2009, mais lancé effectivement avec une levée de fonds en 2015 lors de la COP21, à Paris, le FVC a pour objectif de financer des projets dans les pays en développement afin de lutter contre les effets du changement climatique et de les accompagner dans leur transition vers un modèle de croissance durable. Le fonds, dont le siège est en Corée, a déjà soutenu plus d'une dizaine de programmes dans près de 100 pays pour une enveloppe de globale de 5 milliards de dollars. Et chaque milliard investi dans le fonds génère près de 3 milliards de financement supplémentaire.

# 7 ans après?



il répond: au début de l'interdiction, leurs descentes étaient fréquentes et ils saisissaient la marchandise et conduisaient les contrevenants au commissariat de police et les verbalisaient, mais depuis quelque temps, on ne les voit presque plus. Pour ce petit commerçant, les sachets plastiques viennent en majorité de l'étranger, la production locale n'explique pas l'ampleur du produit dans le marché.

Au lendemain de l'entrée en vigueur du texte, les revendeurs cachaient ce produit alors qu'aujourd'hui, ils l'exposent à tout vent. Sans rien craindre. Les descentes des brigades des directions régionales du ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) sont aussitôt connues des commerçants qui se hâtent de cacher leurs produits avec la complicité des passants et des marchands, elles deviennent dès lors inopérantes. C'est un combat de longue haleine qui nécessite la prise de conscience de tous les citoyens, les pouvoirs publics peuvent mettre les moyens; et un arsenal juridique mais tant que les

citoyens ne les accompagnent pas, le combat restera sans effet, déplore Mohamed Lemine Eimana, chef du service Produits et Déchets à la direction de la Pollution et des Urgences environnementales au ministère.

Ce responsable reconnaît l'existence de ces produits nuisibles aussi bien pour les humains, les animaux et la nature dans le marché, que les agents des délégations ne ménagent aucun effort pour éradiquer. A Nouakchott, seules 50 personnes disposant de 7 véhicules opéraient dans les différentes moughataa en 2014.

Dans ce combat, le MEDD a bénéficié, pour la campagne de sensibilisation de l'appui des institutions comme le PNUD, UICN. Mais en dépit de tout cela, la réalité est là, les plastiques ne sont pas prêts de disparaître de notre environnement, malgré des sanctions édictées.

Il faut rappeler qu'en 2015, un inspecteur départemental de l'Environnement avait été relevé de ses fonctions pour faute lourde, en l'occurrence «collision» avec des trafiquants de plastique en prove-

nance d'un pays voisin, ce qui prouvait la détermination à combattre toute forme de fraude.

#### Moyens de dissuasion

Le décret interdisant la fabrication, la commercialisation, l'importation et l'utilisation des sacs et sachets en plastique avait fixé, en son article 1er par arrêté conjoint en date du 21 avril 2013, des amendes forfaitaires allant de 3000 Um pour les particuliers détenteurs d'un sac ou trois sachets à 1 million UM pour les producteurs et importateurs, quelle que soit la quantité saisie. Les recettes obtenues doivent être versées dans les perceptions départementales ou trésoreries régionales et virées dans le compte provisoire de dépôt N° 4303300656 FIE.

A l'époque, le ministère de l'Environnement avait mis en branle ses maigres moyens pour traquer les contrevenants, mais hélas, les autres membres du comité interministériel n'ont pas suivi. Et tant qu'ils n'épaulent pas le MEDD, son combat demeurera vain et cette matière nuisible continuera à faire des ravages.

### Fiche Technique :

Depuis des décennies, la communauté internationale, fait face à un réel défi lié à la gestion des déchets solides qui ne cessent de s'accroître de façon spectaculaire.

En effet, les sacs plastiques usagés représentent aujourd'hui l'un des défis majeurs liés aux nouveaux modes de production et de consommation tant au niveau national que mondial.

#### Etudes prospectives

Selon des études prospectives, ce fléau prend actuellement des dimensions inquiétantes et cela s'accroîtra dans le futur tant que des mesures adéquates et urgentes ne seront pas prises pour renverser la tendance actuelle.

Au niveau national, la complexité de cette problématique, conjuguée à la multitude d'acteurs institutionnels concernés et au faible niveau de veille ont aggravé l'insuffisance de la prise de conscience de cette réalité.

A cela, s'ajoutent le manque de vision stratégique, l'insuffisance de l'implication des populations cibles (consommateurs, producteurs, importateurs, vendeurs, etc.) dans les politiques de gestion.

Ces facteurs ont contribué à l'accroissement de la pollution due aux emballages plastiques qui sont utilisés de manière abusive et à grande échelle dans notre pays.

Avec le développement de l'emploi des emballages souples à usage unique, la Mauritanie est confrontée depuis plusieurs années à une forte augmentation de la fraction plastique des déchets générés quotidiennement notamment en milieu urbain.

Plus encore, la quasi-totalité de ces déchets d'emballages plastiques ne sont pas collectés et se retrouvent dans le milieu naturel, terrestre et marin, où ils sont parfois ingérés par quelques espèces marines et le bétail, entraînant leur mort.

Selon des données fournies par l'abattoir national, 80% des bovins du milieu rural abattus à Nouakchott ont des quantités importantes de plastique dans leurs panses.

Aussi, ces plastiques dégradent durablement le patrimoine naturel du pays et l'esthétique environnementale aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

#### Enquête GRET :

Selon l'Enquête réalisée en mars 2012 par l'ONG Française GRET auprès des populations réparties sur les 9 communes de Nouakchott.

90% des sondés en utilisent régulièrement. La grande majorité se ravitaillent dans les boutiques, avec tout de même une frange conséquente qui s'approvisionne dans les marchés.

70% des sondés affirment jeter leurs sachets après un premier usage.

70% sont contre les sachets plastiques pour des raisons de salubrité

50% sont contre les sachets parce qu'ils sont à l'origine du décès des animaux

36% jugent que les sachets dégradent l'environnement

75% plaident pour l'interdiction mais de trouver des solutions alternatives c'est-à-dire des substituts.

Conscient de l'importance de trouver une solution durable aux dangers posés par les sachets plastiques, le Gouvernement a inscrit ce défi comme l'une des priorités dans le cadre de la lutte contre les pollutions.

#### Données d'une société étrangère de la place :

Selon les données d'une société de la place en charge de la collecte des déchets à Nouakchott:

Les déchets municipaux solides sont estimés à 225 000 T/An soit en moyenne 0,4 Kg/Jour/Habitant.

En termes de poids des déchets, la matière plastique représente plus de 25% des déchets générés soit environ 56 000 tonnes dans le milieu urbain de Nouakchott dont la grande partie est constituée d'emballages plastiques souples destinés au transport et conditionnement de divers produits.

Et en termes de volume, la matière plastique représente 70 à 80% du volume des déchets générés dans le milieu urbain.

Pour la destination des déchets plastiques, 0,5% sont recyclés, 21% sont mis en décharge et 78,5 % sont jetés dans la nature.

Ces plastiques dont la persistance dans la nature, dans les conditions normales, peut atteindre jusqu'à 400 ans ne représentent de surcroît aucun intérêt économique ni à travers le recyclage, ni à travers la valorisation.

Ceci est dû principalement à :

- la difficulté de la valorisation de ce type d'emballages non rentable à cause notamment des coûts de collecte et de traitement du produit déjà souillé et de manque des débouchées ;

- la difficulté de sa valorisation énergétique, malgré le pouvoir calorifique inférieur très important (soit 2 652 Kcal/Kg), à cause des coûts d'investissement et ceux liés au dispositif de traitement des fumées contenant des polluants organiques persistants (dioxines et furanes) néfastes pour l'environnement et les êtres vivants.

**ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE**

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(Services de consultant: Cabinets d'Etudes)**

**Recrutement d'un bureau pour la capitalisation des Reformes et Etas Généraux de l'Education et l'Evaluation de la Réforme de 1999 de la Mauritanie**

Pays: République Islamique de Mauritanie

Autorité contractante: Direction des Projets Education et Formation

Intitulé du Projet: Appui à l'Enseignement primaire et secondaire

N° d'Identification du Projet: CMR 1182 (C2D4-AFD)

Le système éducatif mauritanien a connu depuis l'indépendance à nos jours quatre grandes réformes visant son adaptation à son contexte socioculturel. Cependant ces réformes se sont focalisées sur les questions linguistiques, se limitant à des recettes bureaucratiques qui, au lieu de résoudre les problèmes en ont souvent posés, avec parfois des conséquences touchant même l'unité nationale que le système éducatif devait consolider et préserver.

La réforme de 1979 avait pour objectif de systématiser l'enseignement en langues nationales (l'arabe, le poular, le soninké et le wolof) tout au long du système éducatif. La mesure fut appliquée immédiatement pour les arabophones, tandis que pour les trois autres communautés linguistiques, il a été institué un régime transitoire au cours duquel les enfants suivront un enseignement dans une filière dite «bilingue» mais essentiellement « francisant ».

Certes, la réforme de 1999 est venue corriger, entre autres, cet état de fait en unifiant le système par l'instauration d'un enseignement bilingue. Des diagnostics ont été établis, des stratégies et des plans d'actions élaborés, des moyens importants mobilisés par l'Etat avec l'appui de ses partenaires au développement en vue de consolider les acquis et appuyer la mise en œuvre de cette réforme.

Cependant la mise en œuvre de cette réforme fut loin d'être satisfaisant et a fait résulter des taux élevés de déperdition scolaire, une faiblesse des acquis des élèves et une mauvaise répartition et utilisation des ressources humaines et matérielles, ainsi que l'inadéquation avec les besoins du marché de l'emploi.

C'est dans ce cadre que la Direction des Projets Education et Formation Nationale envisage de recruter un bureau d'étude pour le compte du Ministère de l'Enseignement Fondamental et de la Réforme du Secteur de l'Education afin de capitaliser l'ensemble des réformes et stratégies qui ont été menées en vue de surmonter les problèmes et enrichir la réflexion sur les réformes envisagées.

L'objectif général est la capitalisation et l'évaluation de l'ensemble de réformes et stratégies qui ont été mises en place afin de déceler les forces et faiblesses et d'alimenter la réflexion sur une nouvelle réforme:

- Collecter et exploiter toute la documentation sur les réformes et les stratégies;
- Identifier les principales contraintes liées à la mise en œuvre de chacune de ces réformes;
- Evaluer les performances des réformes en mettant l'accent sur la réforme de 1999;

• Définir les principaux enseignements qui constitueront les grands axes de réflexion pour les journées de concertations nationales.

Pour cette étude la Direction des Projets Education et Formation DPEF, recherche **un cabinet**, en vue de fournir les services décrits ci-dessus justifiant d'une solide expérience sur la thématique concertation autour d'une réforme éducative ainsi qu'une bonne connaissance des initiatives dans ce domaine. Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.

Le profil requis pour le bureau d'études est:

- 10 ans d'expériences;
- Ayant déjà conduit des études similaires;
- Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.
- Une expérience en matière de suivi évaluation des stratégies et programme;

Pour se faire, le bureau mettra à la disposition de la DPEF 2 consultants:

L'équipe du bureau comprendra au mini-

mum **deux experts** : *un chef de mission*, diplômé supérieur en Sciences de l'Education, ayant une expérience confirmée sur la thématique de capitalisation de réforme éducative ainsi qu'une bonne connaissance des initiatives dans ce domaine - et un *consultant senior*, spécialisé dans le secteur de l'éducation, ayant une expérience confirmée dans l'évaluation de l'organisation et du fonctionnement des Ministères de l'Education. **Les CVs des expert(s) à ce stade du processus ne sont demandés.**

**Les TORs relatifs à la mission du consultant pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la Réforme du Secteur de l'Education Nationale, peuvent être consultés sur [www.beta.mr](http://www.beta.mr) à partir du lien: <https://www.beta.mr/emplois-69975.jsp>**

La méthode de sélection des cabinets est basée sur la Qualité et le coût (SBQC). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

L'évaluation des manifestations d'intérêts sera faite sur la base de la grille ci-après:

- 1) Qualification du bureau (100 points)
  - a) Expérience générale: (30 pts)
  - b) Expérience spécifique (50 pts)
  - c) Capacité financière (20 pts)

La liste restreinte retenue comprendra les 6 premiers bureaux de consultants.

Les bureaux retenus doivent avoir au moins une expérience similaire attestée par le bénéficiaire.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes: 09 :00 à 16 : 00 heures de l'après Midi (Heure GMT), pendant les jours ouvrables.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **mardi 21 avril 2020 à 15 heures TU** et porter expressément la mention «**Recrutement d'un bureau pour la capitalisation des Reformes et Etas Généraux de l'Education et l'Evaluation de la Réforme de 1999 de la Mauritanie.**».

À l'attention de: Mr Mohamed Ould Sidi Mohamed

CIMAC/Direction des projets Education – Formation : Immeuble de la DPEF, Rue 42-037 Tevragh Zeina Nouakchott Mauritanie BP 6541

Tel: (222) 45 25 20 63 ; Fax (222) 46 25 15 13

E-mail: [ba@dpef.mr](mailto:ba@dpef.mr);

*La Directrice des Projets Education – Formation  
Maimouna Mohamed Taghi*

**AVIS DE REPORT**

**REPORT DE LA DATE D'OUVERTURE DES PLIS D'UNE MANIFESTATION D'INTERET**

Il est porté à la connaissance des bureaux candidats à la manifestation d'intérêt N° AMI 09/PI/WACIP/2020, portant sur « RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT (FIRME) POUR LE DEVELOPPEMENT ET A LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION MODULAIRE POUR LA GESTION ET LE SUIVI DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE », que la date limite de remise des Manifestations d'Intérêt, initialement prévue le 16 Avril 2020 à 12h00, est reportée au jeudi 23 Avril 2020 à 12h00 (heure locale) .

Adresse du dépôt des dossiers de manifestations d'internet :  
Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés Publics (CPMD)  
Immeuble Mounna 1er Etage, Avenue Mokhtar Ould DADAH  
Nouakchott Mauritanie Tel : (00 222).45 24 25 84 / E-Mail : [cpmpss@yahoo.fr](mailto:cpmpss@yahoo.fr)

La séance d'ouverture des plis aura lieu le même jour à 23 Avril 2020 à 12h00 précises dans la salle de réunion de la CPDM à l'adresse ci-dessous mentionnée.

Les manifestations d'intérêts écrites en langue française comprenant les présentations des cabinets, leurs organisations techniques et managériales, leurs références et leurs expériences dans le domaine ainsi que celles de leur personnel clé destiné à l'exécution de la mission, doivent parvenir à l'adresse ci-dessus de la Commission des Marchés (CPDM).

Seront considérées uniquement les expériences attestées par une attestation du client, ou une copie de page de garde du contrat ou d'un document équivalent.

*Mohamed Lemine SALIHI*



**AMI**

**FAX: 00 222 45 25 55 20**

**E-mail :**

**[Chaabrim@gmail.com](mailto:Chaabrim@gmail.com)**

**[amiakhbar@gmail.com](mailto:amiakhbar@gmail.com)**

**B P: 371/ 467**





## ANNONCE

### AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (Services de consultant: Cabinets d'Etudes)

### RECRUTEMENT D'UN CONSUL TANT POUR UN APPUI AU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL, DANS LE CADRE DE LA REFORME DU SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Pays: République Islamique de Mauritanie

Autorité contractante: Direction des Projets Education-Formation

Intitulé du Projet: Projet d'appui à l'Enseignement de Base II (PASEB II)

N° d'Identification du Projet: IDA PASEB 163143

La Mauritanie ayant souscrit à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, est appelée à consentir des efforts dans le domaine de l'éducation pour l'atteinte de l'ODD4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici 2030.

Au regard de tous ces éléments, une réforme induisant un changement profond et transformationnel du système éducatif national s'impose.

Pour s'adapter à l'environnement mondial, asseoir son développement sur des bases saines et solides, tirer ainsi profit de son avantage comparatif lié à sa position géographique, le pays doit disposer d'un vivier de travailleurs possédant les connaissances et compétences lui permettant de prendre en charge de la manière la plus indépendante possible le chantier de son développement durable.

La réalisation de cet ensemble de mesures urgentes et engagements internationaux constitue une préparation du terrain au processus de concertation sur la réforme du secteur, dont la feuille de route a été approuvée en conseil des ministres pour aboutir à la loi d'orientation encadrant la mise en place de l'école républicaine au service de l'Unité nationale, l'inclusion sociale et le développement durable.

L'objectif des études est de Fournir un Appui Technique à travers la mise en place de l'ossature du Groupe d'Experts en Appui à la Réforme du Secteur de l'Education Nationale (GEAR•SEN), qui prendra en charge le processus de concertation que le Ministère compte lancer dans le cadre de la définition des réformes du secteur de l'Education. Cet appui portera sur la facilitation, l'encadrement des concertations et le dialogue avec les acteurs locaux, le secteur privé, la Société Civile et les PTF impliqués dans le secteur, pour produire un rapport diagnostique qui débouchera sur une loi d'orientation, une vision stratégique (lettre de politique sectorielle) et des mesures prioritaires.

Pour ces études la Direction des Projets Education - Formation (DPEF) , recherche un cabinet, en vue de fournir les services décrits ci-dessus dans les **wilyas du Hodh Charghi, Hodh El Gharbi, Dakhlet Nouadhibou, Nouakchott Sud et Guidimakha** justifiant d'une solide expérience sur la thématique concertation autour d'une réforme

éducative ainsi qu'une bonne connaissance des initiatives dans ce domaine. Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.

Le profil requis pour le bureau d'études est:

- 10 ans d'expériences;
  - Ayant déjà conduit des études similaires;
  - Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.
  - Une expérience en matière du suivi évaluation des stratégies et programmes;
- Atout supplémentaire: Le bureau justifie d'une expérience dans l'élaboration participative de politiques et stratégies éducatives et/ou dans l'offre scolaire.

Pour ce faire, le bureau mettra à la disposition de la DPEF 24 experts:

Le nombre d'experts à mobiliser par le cabinet est de 19, pour les moughataa et 5 experts pour les wilayas, dont les CV répondent aux profils décrits dans les TDRs. **A ce stade du processus, les CV des experts ne sont pas demandés, ni évalués.**

**Les TDRs relatifs à la mission du consultant pour un appui au ministère de l'enseignement fondamental, dans le cadre de la Réforme du Secteur de l'Education Nationale, peuvent être consultés sur [www.beta.mr](http://www.beta.mr) à partir du lien:**

<https://www.beta.mr/emplois-69978.jsp>

Wilaya (nombre 5)	Moughataa (nombre 19)
Hodh Charghi	Amourj
	Bassiknou
	Djiguenni
	N'beiket Lahwach
	Néma
	Oualata
Hodh El Gharbi	Timbedra
	Aïoun
	Koubenni
	Tamcheket
Dakhlet Nouadhibou	Tintane
	Chami
Nouakchott Sud	Nouadhibou
	Arafat
	El Mina
Guidimakha	Riyad
	OuldYengé
	Sélibaby
	Ghabou

La méthode de sélection des cabinets est basée sur la Qualité et le coût (SBQC). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

L'évaluation des manifestations d'intérêts sera faite sur la base de la grille ci-après:

#### 1) Qualification du bureau ( 100 points )

- a) Expérience générale: (30 pts)
- b) Expérience spécifique ( 50 pts)
- c) Capacité financière ( 20 pts)

La liste restreinte retenue comprendra les 6 premiers bureaux de consultants.

Les bureaux retenus doivent avoir au moins une expérience similaire attestée par le bénéficiaire.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection du consultant individuel seront conformes

« aux directives de la Banque Mondiale » en juillet 2016, qui est disponible sur le site web de la Banque [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes: 09 :00 à 16: 00 heures de l'après-midi (Heure GMT), pendant les jours ouvrables.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mardi 21 avril 2020 à 15 heures TU** et porter expressément la mention «**Recrutement d'un consultant pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la réforme du Secteur de l'Education Nationale** », À l'attention de : M. Mohamed Ould Sidi Mohamed

CIMAC/Direction des Projets Education - Formation: Immeuble de la DPEF, Rue 42-037 Tevragb Zeina

Nouakchott Mauritanie BP 6541

Tel: (222) 45252063 ; (222) 45 29 1203 & 4529 1204; Fax: [(222) 45 25 15 13

E-mail: [dickeh@dpefmr](mailto:dickeh@dpefmr); [ba@dpef.mr](mailto:ba@dpef.mr);

*La Directrice des Projets  
Education - Formation  
Maimouna MOHAMED TAGHI*

## ANNONCE

## AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(Services de consultant: Cabinets d'Etudes)

## RECRUTEMENT D'UN CONSUL TANT POUR UN APPUI AU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL, DANS LE CADRE DE LA REFORME DU SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE

Pays: République Islamique de Mauritanie

Autorité contractante: Direction des Projets Education et Formation

Intitulé du Projet: Projet d'appui à l'Enseignement de Base II (PASEB II)

N° d'Identification du Projet: IDA PASEB 163143

La Mauritanie ayant souscrit à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, est appelée à consentir des efforts dans le domaine de l'éducation pour l'atteinte de l'ODD4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici 2030.

Au regard de tous ces éléments, une réforme induisant un changement profond et transformationnel du système éducatif national s'impose.

Pour s'adapter à l'environnement mondial, asseoir son développement sur des bases saines et solides, tirer ainsi profit de son avantage comparatif lié à sa position géostratégique, le pays doit disposer d'un vivier de travailleurs possédant les connaissances et compétences lui permettant de prendre en charge de la manière la plus indépendante possible le chantier de son développement durable.

La réalisation de cet ensemble de mesures urgentes et engagements internationaux constitue une préparation du terrain au processus de concertation sur la réforme du secteur, dont la feuille de route a été approuvée en conseil des ministres pour aboutir à la loi d'orientation encadrant la mise en place de l'école républicaine au service de l'Unité nationale, l'inclusion sociale et le développement durable.

L'objectif de l'étude est de fournir un Appui Technique à travers la mise en place de l'osature du Groupe d'Experts en Appui à la Réforme du Secteur de l'Education Nationale (GE AR-SEN), qui prendra en charge le processus de concertation que le Ministère compte lancer dans le cadre de la définition des réformes du secteur de l'Education. Cet appui portera sur la facilitation, l'encadrement des concertations et le dialogue avec les acteurs locaux, le secteur privé, la Société Civile et les PTF impliqués dans le secteur, pour produire un rapport diagnostique qui débouchera sur une loi d'orientation, une vision stratégique (lettre de politique sectorielle) et des mesures prioritaires.

Pour ces études la Direction des Projets Education et Formation DPEF, recherche un cabinet, en vue de fournir les services décrits ci-dessus dans les **WIAY A du Tagant; Tiris Zemour ; Nouakchott Nord; Assaba et Brakna**, justifiant d'une solide expérience sur la thématique concertation autour d'une

réforme éducative ainsi qu'une bonne connaissance des initiatives dans ce domaine. Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.

Le profil requis pour le bureau d'études est:

- 10 ans d'expériences;
- Ayant déjà conduit des études similaires;
- Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.
- Une expérience en matière du suivi évaluation des stratégies et programme;

Atout supplémentaire: Le bureau justifie d'une expérience dans l'élaboration participative de politiques et stratégies éducatives et/ou dans l'offre scolaire.

Pour se faire, le bureau mettra à la disposition de la DPEF 24 consultants:

Le nombre d'experts à mobiliser par le cabinet est de 19, par moughataa et 5 experts par wilaya, dont les CV répondent aux profils décrits dans les TORs.

**Les TORs relatifs à la mission du consultant pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la Réforme du Secteur de l'Education Nationale, peuvent être consultés sur [www.beta.mr](http://www.beta.mr) à partir du lien:**

<https://www.beta.mr/emplois-69977.jsp>

**A ce stade du processus les CV des experts ne sont pas demandés, ni évalués.**

Zone2:Wilaya (nombre 5)	Moughataa (nombre 19)
Tagant	Moudjeria
	Tichit
	Tidjikja
Tiris Zemour	BirMoghrein
	F'Deirick
	Zoueratt
Nouakchott Ouest	Ksar
	Sebkha
	TevraghZeina
Assaba	Barkéol
	Boumdeid
	Guerou
	Kankoussa
	Kiffa
Brakna	Aleg
	Bababé
	Boghé
	Magta-Iahjar
	M'Bagne

La méthode de sélection des cabinets est basée sur la Qualité et le coût (SBQC). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

L'évaluation des manifestations d'intérêts sera faite sur la base de la grille ci-après:

1) Qualification du bureau ( 100 points )

a) Expérience générale: (30 pts)

b) Expérience spécifique (50 pts)

c) Capacité financière (20 pts)

La liste restreinte retenue comprendra les 6 premiers bureaux de consultants.

Les bureaux retenus doivent avoir au moins deux expériences similaires attestées par le bénéficiaire.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection du consultant individuel seront conformes « aux directives de la Banque Mondiale » en date juillet 2016, qui est disponible sur le site web de la Banque [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes: 09 :00 à 16 : 00 heures de l'après-midi (Heure GMT), pendant les jours ouvrables.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **le mardi 21 avril 2020** et porter expressément la mention « **Recrutement d'un consultant pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la réforme du Secteur de l'Education Nationale** »;

À l'attention de M. Mohamed Ould Sidi Mohamed

CIMAC/Direction des Projets Education - Formation: Immeuble de la DPEF, Rue 42-037 Tevragh Zeina Nouakchott Mauritanie BP 6541 Tel: (222) 45252063 ; (222) 4529 1203 & 4529 1204 ; Fax: [(222) 45 25 15 13 E-mail: [dickeh@dpef.mr](mailto:dickeh@dpef.mr); [ba@dpef.mr](mailto:ba@dpef.mr);

**La Directrice des Projets Education - Formation**  
**Maimouna MOHAMED TAGHI**

**ANNONCE**

**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(Services de consultant: Cabinets d'Etudes)**

**RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR UN APPUI AU MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL, DANS LE CADRE DE LA REFORME DU SECTEUR DE L'EDUCATION NATIONALE**

Pays: République Islamique de Mauritanie

Autorité contractante: Direction des Projets Education-Formation

Intitulé du Projet: Projet d'appui à l'Enseignement de Base II (PASEB II)

N° d'Identification du Projet: IDA PASEB 163143

La Mauritanie ayant souscrit à la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, est appelée à consentir des efforts dans le domaine de l'éducation pour l'atteinte de l'ODD4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » d'ici 2030.

Au regard de tous ces éléments, une réforme induisant un changement profond et transformationnel du système éducatif national s'impose.

Pour s'adapter à l'environnement mondial, asseoir son développement sur des bases saines et solides, tirer ainsi profit de son avantage comparatif lié à sa position géostratégique, le pays doit disposer d'un vivier de travailleurs possédant les connaissances et compétences lui permettant de prendre en charge de la manière la plus indépendante possible le chantier de son développement durable.

La réalisation de cet ensemble de mesures urgentes et engagements internationaux constitue une préparation du terrain au processus de concertation sur la réforme du secteur, dont la feuille de route a été approuvée en conseil des ministres pour aboutir à la loi d'orientation encadrant la mise en place de l'école républicaine au service de l'Unité nationale, l'inclusion sociale et le développement durable.

L'objectif de l'étude est de fournir un Appui Technique à travers la mise en place de l'ossature du Groupe d'Experts en Appui à la Réforme du Secteur de l'Education Nationale (GEAR-SEN), qui prendra en charge le processus de concertation que le Ministère compte lancer dans le cadre de la définition des réformes du secteur de l'Education. Cet appui portera sur la facilitation, l'encadrement des concertations et le dialogue avec les acteurs locaux, le secteur privé, la Société Civile et les PTF impliqués dans le secteur, pour produire un rapport diagnostique qui débouchera sur une loi d'orientation, une vision stratégique (lettre de politique sectorielle) et des mesures prioritaires.

Pour ces études la Direction des Projets Education-Formation DPEF, recherche un cabinet, en vue de fournir les services décrits ci-dessus pour les wilyas du Gorgol; Nouakchott Nord; Inchiri; Trarza et Adrar, justifiant d'une solide expérience sur la thématique concertation autour d'une réforme éducative ainsi qu'une bonne connais-

sance des initiatives dans ce domaine. Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.

Le profil requis pour le bureau d'études est:

- 10 ans d'expériences;
- Ayant déjà conduit des études similaires;
- Une solide expérience dans l'animation de processus participatif (entretiens, focus group multi-acteurs) est essentielle pour la bonne conduite de cette étude.
- Une expérience en matière du suivi évaluation des stratégies et programme;

Atout supplémentaire: Le bureau justifie d'une expérience dans l'élaboration participative de politique et stratégies éducatives et/ou dans l'offre scolaire.

Pour se faire, le bureau mettra à la disposition de la DPEF 24 consultants:

Le nombre d'experts à mobiliser par le cabinet est de 19, par moughataa et 5 experts par wilaya, dont les CV répondent aux profils décrits dans les TDRs.

**Les TDRs relatifs à la mission du consultant pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la Réforme du Secteur de l'Education Nationale, peuvent être consultés sur [www.beta.mr](http://www.beta.mr) à partir du lien:**

<https://www.beta.mr/emplois-69979.jsp>

**A ce stade du processus, les CV des experts ne sont pas demandés, ni évalués.**

Zone3:Wilaya (nombre 5)	Moughataa (nombre 19)
Gorgol	Kaédi
	Maghama
	M'Bout
	Monguel
Nouakchott Nord	Dar Naïm
	Teyaret
	Toujounine
Inchiri	Akjoujt
	Bennechab
Trarza	Boutilimit
	KeurMacène
	Mederdra
	Ouad Naga
	R'Kiz
	Rosso
Adrar	Aoujeft
	Atar
	Chinguitti
	Ouadane

La méthode de sélection des cabinets est basée sur la Qualité et le coût (SBQC). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

L'évaluation des manifestations d'intérêts sera faite sur la base de la grille ci-après:

**II) Qualification du bureau (100 points)**

- a) Expérience générale: (30 pts)
- b) Expérience spécifique (50 pts)
- c) Capacité financière (20 pts)

La liste restreinte retenue comprendra les 6 premiers bureaux de consultants.

Les bureaux retenus doivent avoir au moins une expérience similaire attestée par le bénéficiaire.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection du consultant individuel seront conformes à la « aux directives de la Banque Mondiale » en juillet 2016, qui est disponibles sur le site web de la Banque [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes: 09 :00 à 16: 00 heures de l'après-midi (Heure GMT), pendant les jours ouvrables.

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **mardi 21 avril 2020 à 15 heures TU** et porter expressément la mention «**Recrutement de trois consultants pour un appui au Ministère de l'Enseignement Fondamental, dans le cadre de la réforme du Secteur de l'Education Nationale** »,

À l'attention de :Mr Mohamed Ould Sidi Mohamed

CIMAC/Direction des Projets Education - Formation: Immeuble de la DPEF, Rue 42-037 Tevragh Zeina Nouakchott Mauritanie BP 6541 Tel: (222) 45 25 2063 ; (222) 4529 12 03 & 4529 1204; Fax: 1(222) 4525 15 13 E-mail: dickeh@dpef.mr ; ba@dpef.mr ;

**La Directrice des Projets Education - Formation  
Maimouna MOHAMED TAGHI**

## FIFA

## Pas de football international avant 2021 selon le vice-président de l'instance



Dans une déclaration de Victor Montagliani, vice-président de l'instance mondiale, il n'y aura pas de football international avant 2021. Responsable de la CONCACAF (Confédération de football d'Amérique du Nord, du centre et Caraïbes), Montagliani préside le groupe de travail des confédérations de la FIFA, récemment créé par le Bureau du Conseil de la FIFA pour traiter des conséquences de la pandémie du COVID-19.

« Je pense que cela va être un

défi, non pas tant en raison des problèmes de santé dans le monde et des divers degrés de préparation des acteurs, mais surtout en s'engageant à voyager à l'étranger dès le retour des activités», a indiqué le responsable.

Pour cause de pandémie, la FIFA a déjà reporté les dates de juin. De même, il est fort permis de douter que, d'après les informations, les fenêtres de septembre, octobre et novembre pourraient se voir tout simplement supprimées.

La Coupe d'Afrique des Nations 2021

Les éliminatoires de la 33ème Coupe d'Afrique des Nations ont démarré fin 2019 pas pour longtemps, hélas. Les compétitions se sont arrêtées depuis la 2ème journée.

La sélection nationale devait recevoir le Burundi, en 3ème journée. Toujours fin mars 2020, la Mauritanie devait jouer contre le Burundi, en match retour.

Il reste 4 journées des éliminatoires, si la 33ème édition de la Coupe ne sera pas annulée, d'ici là.

Sidy-Brahim

### Sport et confinement

## Pourquoi des sportifs craquent avec le confinement

Psychologue du sport, Bertrand Guérineau (CHU de Nantes) a pris le temps pour évoquer pour RMC Sport les retombées mentales importantes du confinement et de l'arrêt des compétitions sans certitude pour la reprise sur les sportifs de haut niveau, habitués à un cadre réglé comme du papier à musique. Privés de repères, certains le vivent très mal, voire pire, quand d'autres en profitent pour développer de nouvelles ressources.

Michael Phelps, le légendaire nageur américain aux vingt-trois médailles d'or olympiques, a expliqué à ESPN qu'il aurait sans doute été perdu et perturbé s'il avait dû vivre un report des Jeux à quelques mois de l'échéance à cause d'une crise sanitaire comme pour Tokyo 2020. Son discours reflète-t-il l'état d'esprit des sportifs de haut niveau à l'heure actuelle?

C'est une hypothèse qu'on peut s'appliquer à tous et ils n'échappent évidemment pas à cette loi. Mais ils ne réagissent pas tous de cette manière. Certains développent d'autres compétences, notamment mentales. S'ils sont bien psychologiquement, ou en tout cas pas trop mal, ils vont essayer de chercher des ressources et de les développer. Certains vont apprendre à se reposer et à ne rien faire et à le valoriser autrement. On a des athlètes qui vont être moins dans l'agir mais plus dans la réflexion, l'intellectualisation, le sensitif, le



corporel, des choses qu'ils n'avaient peut-être pas le temps de développer dans leur emploi du temps habituel millimétré. Ils arrivent à s'aménager un peu du vide et à aller chercher des choses par exemple en sophrologie, en imagerie mentale, en préparation mentale, et même en psychologie. Ils y viennent peut-être plus facilement que s'ils n'avaient pas ce type de contraintes.

Dans les premiers jours de confinement, pas mal de sportifs partageaient sur les réseaux sociaux leurs trouvailles et systèmes D pour continuer à s'entraîner chez eux. Cela s'inscrit-il dans cette démarche d'aller chercher de nouvelles ressources? Ceux-là, c'est qu'ils n'allaient pas trop mal. Dans les premiers jours, ils étaient même plutôt amusés, entre guillemets, de devoir un peu répondre aux attentes des journalistes, dont le travail est de mettre en lu-

mière tout ça. D'après les sportifs que je suis, c'était plutôt innovant, ça les poussait à de la créativité, à repenser les choses avec leur entraîneur et leur staff. C'était plutôt positif. Par contre, avec l'annonce du report des Jeux et l'écho de toute cette crise à l'échelle planétaire, chacun se rend compte de sa condition, parfois de sa précarité, du non-sens total que ça peut avoir, de la violence qu'ils s'infligent au quotidien car là ils ont des effets rebond au niveau articulaire ou au niveau somatique qu'ils n'avaient jamais eu avant. Certains ont pris du poids, d'autres se rendent bien compte qu'ils ne mangent pas normalement. Ce sont des machines d'habitude mais dans la vraie vie, on ne peut pas se nourrir que de gels, de poudres, de compléments alimentaires et en surveillant sa masse grasse en permanence.

## Grain de sel

### Ratage

Il y a le ratage de presse, assez courant, qui consiste à ne pas couvrir un événement à cause d'un retard.

Mais il y a, également, ceux qui ont une propension particulière à rater, souvent bien volontairement, l'occasion de faire le bien autour d'eux.

Il y a, aussi, ceux qui ratent fatalement leur passage à la tête d'institutions, de ministères ou de projets. Ils ratent l'opportunité de laisser des traces derrière eux, de poser des actes concrets, de léguer des réalisations durables, de laisser, après leur départ, une image de bâtisseur.

A ceux-là, la promotion n'a servi à rien. Les personnes de ce genre finiront inévitablement par tout rater dans leur vie. La seule chose qu'ils n'arriveront jamais à rater est leur éviction ou leur mort.

Qu'Allah les garde longtemps en vie, mais loin, très loin, de tout poste de responsabilité.

HMS

### Everton

## Carlo Ancelotti est déterminé à rester en forme



L'entraîneur des Toffees veut se battre pour le retour de la Premier League alors qu'il se bade dans la rue en respectant la distanciation sociale.

Carlo Ancelotti pense qu'il peut sortir de la mise à pied de la pandémie de coronavirus dans un état plus sain qu'avant l'interruption de la Premier League. L'entraîneur d'Everton admet qu'il a des problèmes de genoux qui ne font que s'aggraver au cours de son travail quotidien intense. Mais avec le football en suspens en Angleterre et dans une grande partie du monde, l'ancien patron de l'AC Milan, du Paris Saint-Germain et du Real Madrid, Ancelotti, est déterminé à prendre soin de lui en faisant du sport.

"Je me fous de savoir quand on va reprendre"

Bien qu'il ait des devoirs avec Everton et devore des séries sur Netflix et Apple TV, Ancelotti profite de sa chance de marcher et de faire du vélo, s'assurant qu'il fasse son exercice quotidien autorisé : "Quand je travaille, je n'ai pas le temps de le faire, donc j'ai des problèmes avec mes genoux", a déclaré Carlo Ancelotti. "J'essaie d'utiliser ce temps pour améliorer l'état de mes genoux. J'aime entendre le bruit de mon vélo".

S'il avait été dans son pays natal, l'Italie, Carlo Ancelotti n'aurait pas une telle liberté. Ce pays est sur un confinement plus strict que l'Angleterre, et Ancelotti sait qu'il a la chance d'avoir

la possibilité de sortir et de se déplacer près de sa maison côtière de Crosby, à une courte distance au nord de Liverpool. L'homme de 60 ans a souligné la nécessité d'observer la distanciation sociale lors de son exercice quotidien et des sorties de son domicile.

"Le football est la dernière de mes préoccupations"

"Ce n'est pas un bon moment dans le monde, en Angleterre et en Italie et dans toute l'Europe, à cause de cette pandémie", a déclaré Ancelotti au site officiel d'Everton. "Mais de l'autre côté, le fait que nous ayons la possibilité de marcher et de faire du vélo est important pour nous - c'est le bon moment pour cela. J'ai rencontré des supporters à vélo, à une distance sûre, bien sûr. En Italie, vous n'êtes pas autorisé à le faire. Je suis en contact avec beaucoup de gens en Italie et ils sont obligés de rester à la maison, donc ce n'est pas un bon moment pour eux".

Quand Carlo Ancelotti n'essaie pas de faire de l'exercice, il est probablement dans la cuisine, préparant un bon plat : "Pendant la journée, j'aime cuisiner", a déclaré Ancelotti. "Je passe du temps à cuisiner car c'est une de mes passions. Mon meilleur plat? Ce sont des pâtes. Je peux faire des pâtes bolognaises, je peux faire des pâtes aux champignons, je peux faire des pâtes carbonara. Je suis vraiment bon, je pense ! Je ne fais pas mes propres pâtes, c'est la prochaine étape, mes propres pâtes maison".